

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 3134

[99/29415]

**17 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
établissant l'équivalence entre certains titres étrangers de fin d'études secondaires
et le certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, notamment l'article 1^{er};

Vu le décret de la Communauté française du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 2, modifié le 26 juin 1992;

Vu l'arrêté royal du 9 mai 1966 établissant l'équivalence entre les certificats étrangers d'enseignement secondaire et le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 1967 déterminant les examens universitaires auxquels ont accès les titulaires des certificats et diplômes français d'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 1967 déterminant les examens universitaires auxquels ont accès les titulaires des certificats et diplômes italiens d'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 1967 déterminant les examens universitaires auxquels ont accès les titulaires des certificats et diplômes espagnols d'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté ministériel du 5 avril 1967 déterminant les examens universitaires auxquels ont accès les titulaires des certificats et diplômes marocains d'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 1967 déterminant les examens universitaires auxquels ont accès les titulaires des certificats d'enseignement secondaire du Grand-Duché de Luxembourg;

Vu l'arrêté ministériel du 20 mai 1968 déterminant les examens universitaires auxquels ont accès les titulaires des certificats et diplômes allemands d'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté ministériel du 25 octobre 1973 fixant l'équivalence du diplôme du baccalauréat international au diplôme belge d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

Vu l'arrêté ministériel du 12 novembre 1973 fixant l'équivalence des certificats néerlandais dont les porteurs ont accès aux examens universitaires aux Pays-Bas, au diplôme belge d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 avril 1999;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 3 mai 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions;

Après délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont reconnus équivalents au certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur :

1^o le diplôme du baccalauréat européen délivré par le Conseil supérieur des Ecolis européennes;

2^o le « diplôme du Baccalauréat international » (International Baccalaureate Diploma) délivré par l'Office du Baccalauréat international de Genève.

Les titres cités à l'alinéa 1^{er} doivent être soumis, selon le cas aux autorités compétentes visées à l'article 1^{er}, d), de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 juillet 1997 déterminant les diplômes étrangers qui permettent d'apporter la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française ou aux autorités compétentes visées à l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1998 déterminant les diplômes étrangers qui permettent d'apporter la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française. Ils doivent aussi être soumis pour vérification de leur conformité à l'instance chargée de délivrer les équivalences de diplômes visée à l'article 2, § 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers pour contrôle de la conformité du titre au modèle réglementaire.

Cette double procédure est soumise, lors de l'introduction du dossier, au versement d'un droit unique de F 5 000 (€ 123,95). Les modalités selon lesquelles est perçu ce droit sont identiques à celles déterminées par l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 portant application de l'article 2, § 4, de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers.

Art. 2. Les diplômes luxembourgeois de fin d'études secondaires, ancien régime, délivrés au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1993-1994 et comportant une des mentions suivantes :

1^o Enseignement moderne :

- section langues vivantes;
- section langues vivantes-sciences, option sciences mathématiques;
- section langues vivantes-sciences, option sciences naturelles;
- section langues vivantes-sciences, option sciences économiques.

2^o Enseignement classique :

- section latin-langues;
- section latin-sciences, option sciences mathématiques;
- section latin-sciences, option sciences naturelles;
- section latin-sciences, option sciences économiques,

sont déclarés équivalents au certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur.

Les diplômes luxembourgeois de fin d'études secondaires, ancien régime délivrés au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1993-1994 et comportant une des mentions suivantes :

- 1° Enseignement moderne :
 - section artistique, option arts plastiques.
- 2° Enseignement classique :
 - section artistique, option arts plastiques,

sont déclarés équivalents au certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur, enseignement secondaire technique.

Les diplômes luxembourgeois de fin d'études secondaires, ancien régime, délivrés au plus tard à l'issue de l'année scolaire 1993-1994 et comportant une des mentions suivantes;

- 1° Enseignement moderne :
 - section artistique, option musique.
- 2° Enseignement classique :
 - section artistique, option musique,

sont déclarés équivalents au certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur, enseignement secondaire artistique.

Les diplômes luxembourgeois de fin d'études secondaires, nouveau régime, délivrés à partir de l'année scolaire 1993-1994 et comportant une des mentions suivantes;

- 1° Enseignement moderne :
 - section langues vivantes;
 - section langues vivantes - sciences humaines et sociales;
 - section langues vivantes - mathématiques - sciences physiques;
 - section langues vivantes - mathématiques - sciences naturelles;
 - section langues vivantes - mathématique - sciences économiques.
- 2° Enseignement classique :
 - section latin - grecques;
 - section latin - sciences humaines et sociales;
 - section latin - mathématique - sciences physiques;
 - section latin - mathématiques - sciences naturelles;
 - section latin - mathématiques - sciences économiques,

sont déclarés équivalents au certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur.

Les diplômes luxembourgeois de fin d'études secondaires, nouveau régime, délivrés à partir de l'année scolaire 1993-1994 et comportant une des mentions suivantes :

- 1° Enseignement moderne :
 - section langues vivantes-musiques.
- 2° Enseignement classique :
 - section latin - musique,

sont déclarés équivalents au certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur, enseignement secondaire artistique.

Les diplômes luxembourgeois de fin d'études secondaires, nouveau régime, délivrés à partir de l'année scolaire 1993-1994 et comportant une des mentions suivantes :

- 1° Enseignement moderne :
 - section langues vivantes - arts plastiques.
- 2° Enseignement classique :
 - section latin - arts plastiques,

sont déclarés équivalents au certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur, enseignement secondaire technique.

Art. 3. Le diplôme luxembourgeois d'éducateur, obtenu conformément aux dispositions de la loi grand-ducale du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales est déclaré équivalent au certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur.

Les diplômes luxembourgeois d'infirmier, d'infirmier psychiatrique, d'infirmier en pédiatrie, d'assistant technique médical de laboratoire, d'assistant technique médical de radiologie, délivrés conformément à la loi grand-ducale du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé sont déclarés équivalents au certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur.

Art. 4. Les diplômes luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques, division technique générale et division administrative et commerciale (section secrétariat ou section gestion), sont déclarés équivalents au certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur, enseignement technique.

Art. 5. Les diplômes luxembourgeois de technicien comportant une des mentions suivantes :

- division agricole, section :
 - * agronomie;
 - * horticulture;
 - * viti-vinicole;
- division artistique, section :
 - * architecture intérieur;
 - * arts graphiques;
 - * peinture;
 - * sculpture;

- * céramique;
- division biologique;
- division chimique;
- division informatique;
- division électrotechnique, section :
- * communication;
- * électromécanique et énergie;
- division génie civil, section :
- * architecture;
- * constructions civiles;
- division hôtelière et touristique;
- division mécanique, section :
- * maintenance de systèmes mécaniques;
- * usinage;
- division mécanique de véhicules automoteurs;
- division administrative et commerciale,

sont déclarés équivalents au certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur, enseignement technique, n'admettant pas à l'enseignement supérieur de type court pédagogique, paramédical et social et admettant à l'enseignement supérieur de type long ainsi qu'aux domaines d'études universitaires suivants : sciences économiques, sciences agronomiques et sciences appliquées.

Art. 6. Les titres cités aux articles 2, 3, 4 et 5 doivent être soumis à l'instance chargée de délivrer les équivalences de diplômes visée à l'article 2, § 2 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 précité pour contrôle de la conformité du titre au modèle réglementaire.

Cette procédure est soumise, lors de l'introduction du dossier, au versement d'un droit de F 2 000 (€ 49,58).

Les modalités selon lesquelles est perçu ce droit sont identiques à celles déterminées par l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 1999 portant application de l'article 2, § 4 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers.

Art. 7. Sont abrogés :

- l'arrêté royal du 9 mai 1966 établissant l'équivalence entre les certificats étrangers d'enseignement secondaire et le diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;
- l'arrêté ministériel du 15 mars 1967 déterminant les examens universitaires auxquels ont accès les titulaires des certificats et diplômes français d'enseignement secondaire;
- l'arrêté ministériel du 15 mars 1967 déterminant les examens universitaires auxquels ont accès les titulaires des certificats et diplômes italiens d'enseignement secondaire;
- l'arrêté ministériel du 15 mars 1967 déterminant les examens universitaires auxquels ont accès les titulaires des certificats et diplômes espagnols d'enseignement secondaire;
- l'arrêté ministériel du 5 avril 1967 déterminant les examens universitaires auxquels ont accès les titulaires des certificats et diplômes marocains d'enseignement secondaire;
- l'arrêté ministériel du 20 septembre 1967 déterminant les examens universitaires auxquels ont accès les titulaires des certificats d'enseignement secondaire du Grand-Duché de Luxembourg;
- l'arrêté ministériel du 20 mai 1968 déterminant les examens universitaires auxquels ont accès les titulaires des certificats et diplômes allemands d'enseignement secondaire;
- l'arrêté ministériel du 25 octobre 1973 fixant l'équivalence du diplôme du baccalauréat international au diplôme belge d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;
- l'arrêté ministériel du 12 novembre 1973 fixant l'équivalence des certificats néerlandais dont les porteurs ont accès aux examens universitaires aux Pays-Bas, au diplôme belge d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 17 mai 1999.

Art. 9. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 3134

[99/29415]

17 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij de gelijkwaardigheid tussen sommige buitenlandse bekwaamheidsbewijzen uitgereikt op het einde van de secundaire studies en het gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs wordt bepaald

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het decreet van 12 juli 1990 van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van sommige bepalingen van de wetgeving inzake onderwijs, inzonderheid op artikel 2 gewijzigd op 26 juni 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 mei 1966 houdende vaststelling van de gelijkwaardigheid tussen de buitenlandse getuigschriften van het secundair onderwijs en het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 1967 houdende vaststelling van de universitaire examens waartoe de houders van de Franse getuigschriften en diploma's van het secundair onderwijs toegang hebben;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 1967 houdende vaststelling van de universitaire examens waartoe de houders van de Italiaanse getuigschriften en diploma's van het secundair onderwijs toegang hebben;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 1967 houdende vaststelling van de universitaire examens waartoe de houders van de Spaanse getuigschriften en diploma's van het secundair onderwijs toegang hebben;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 april 1967 houdende vaststelling van de universitaire examens waartoe de houders van de Marokkaanse getuigschriften en diploma's van het secundair onderwijs toegang hebben;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 september 1967 houdende vaststelling van de universitaire examens waartoe de houders van de getuigschriften van secundair onderwijs van het Groothertogdom Luxemburg toegang hebben;

Gelet op het ministerieel besluit van 20 mei 1968 houdende vaststelling van de universitaire examens waartoe de houders van de Duitse getuigschriften en diploma's van het secundair onderwijs toegang hebben;

Gelet op het ministerieel besluit van 25 oktober 1973 houdende vaststelling van de gelijkwaardigheid van het « diplôme du baccalauréat international » met het Belgisch bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 november 1973 houdende vaststelling van de gelijkwaardigheid van de Nederlandse getuigschriften die de houders ervan toegang verleent tot de universitaire examens in Nederland, met het Belgische bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 2 april 1999;

Gelet op de beraadslaging van 29 maart 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap over het verzoek om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 3 mei 1999, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid het secundair onderwijs behoort;

Na de beraadslaging van 17 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Worden erkend als gelijkwaardig met het gehomologeerd getuigschrift van het hoger secundair onderwijs :

1° het « diplôme du baccalauréat européen » uitgereikt door de Hoge Raad voor de Europese Scholen;

2° het « diplôme du Baccalauréat international » (International Baccalaureate Diploma) uitgereikt door de « Office du Baccalauréat de Genève ».

De in lid 1 vermelde bekwaamheidsbewijzen moeten naargelang van het geval voorgelegd worden aan de bevoegde overheden bedoeld bij artikel 1, d) van het besluit van 14 juli 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de buitenlandse diploma's die het mogelijk maken het bewijs te leveren van een voldoende kennis van de Franse taal, of aan de bevoegde overheden bedoeld bij artikel 1, 3°, van het besluit van 30 juni 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de buitenlandse diploma's die het mogelijk maken het bewijs te leveren van een voldoende kennis van de Franse taal. Zij moeten ook ter nazicht van hun conformiteit voorgelegd worden aan de instantie belast met de uitreiking van de gelijkwaardigheid van de diploma's bedoeld bij artikel 2, § 2 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van de gelijkwaardigheid van de diploma's en buitenlandse schoolgetuigschriften voor het nazicht van de conformiteit van het bekwaamheidsbewijs met het reglementair model.

Voor die dubbele procedure moet er bij de indiening van het dossier een recht van F 5 000 (€ 123,95) eenmaal gestort worden. De wijze waarop dit recht wordt geïnd is dezelfde als deze die bepaald is bij artikel 3 van het besluit van 17 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van artikel 2, § 4 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van de gelijkwaardigheid van de diploma's en buitenlandse schoolgetuigschriften.

Art. 2. De Luxemburgse einddiploma's van secundair onderwijs, oud stelsel, uitgereikt uiterlijk op het einde van het schooljaar 1993-1994 waarop een van de volgende vermeldingen staat :

1° modern onderwijs :

- sectie levende talen;

- sectie levende talen - wetenschappen, optie wiskundige wetenschappen;

- sectie levende talen - wetenschappen, optie natuurwetenschappen;

- sectie levende talen - wetenschappen, optie economische wetenschappen.

2° klassiek onderwijs :

- sectie latijn - talen;

- sectie latijn - wetenschappen, optie wiskundige wetenschappen;
- sectie latijn - wetenschappen, optie natuurwetenschappen;
- sectie latijn - wetenschappen, optie economische wetenschappen,

worden gelijkwaardig verklaard met het gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs.

De Luxemburgse einddiploma's van secundair onderwijs, oud stelsel, uitgereikt op het einde van het schooljaar 1993-1994 waarop een van de volgende vermeldingen staat :

1° Modern onderwijs :

- sectie kunst, optie beeldende kunsten.

2° Klassiek onderwijs :

- sectie kunst, optie beeldende kunsten,

worden gelijkwaardig verklaard met het gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs, secundair technisch onderwijs.

De Luxemburgse einddiploma's van secundair onderwijs, oud stelsel, uitgereikt uiterlijk op het einde van het schooljaar 1993-1994 waarop een van de volgende vermeldingen staat :

1° Modern onderwijs :

- sectie kunst, optie muziek.

2° Klassiek onderwijs :

- sectie kunst, optie muziek;

- worden gelijkwaardig verklaard met het gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs.

De Luxemburgse einddiploma's van secundair onderwijs, nieuw stelsel, uitgereikt vanaf het schooljaar 1993-1994 waarop een van de volgende vermeldingen staat :

1° Modern onderwijs :

- sectie levende talen;
- sectie levende talen - mens - en sociale wetenschappen;
- sectie levende talen - wiskunde - natuurkundige wetenschappen;
- sectie levende talen - wiskunde - natuurwetenschappen;
- sectie levende talen - wiskunde - economische wetenschappen.

2° Klassiek onderwijs :

- sectie latijn - talen;
- sectie latijn - mens - en sociale wetenschappen;
- sectie latijn - wiskunde natuurkundige wetenschappen;
- sectie latijn - wiskunde - natuurwetenschappen;
- sectie latijn - wiskunde - economische wetenschappen,

worden gelijkwaardig verklaard met het gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs.

De Luxemburgse einddiploma's van secundair onderwijs, nieuw stelsel, uitgereikt vanaf het schooljaar 1993-1994 waarop een van de volgende vermeldingen staat :

1° Modern onderwijs :

- sectie levende talen - muziek.

2° klassiek onderwijs :

- sectie latijn - muziek;

- worden gelijkwaardig verklaard met het gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs, secundair kunstonderwijs.

De Luxemburgse einddiploma's van secundair onderwijs, nieuw stelsel, uitgereikt vanaf het schooljaar 1993-1994 waarop een van de volgende vermeldingen staat :

1° Modern onderwijs :

- sectie levende talen - beeldende kunsten.

2° Klassiek onderwijs :

- sectie latijn - beeldende kunsten,

worden gelijkwaardig verklaard met het gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs, secundair technisch onderwijs.

Art. 3. Het Luxemburgse diploma van opvoeder, behaald overeenkomstig de bepalingen van de Groothertogdomse wet van 6 augustus 1990 houdende organisatie van de opvoedings- en sociale studies wordt gelijkwaardig verklaard met het gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs.

De Luxemburgse diploma's van ziekenverpleger, ziekenverpleger psychiatrie, ziekenverpleger pediatrie, technisch medisch laboratoriumassistent, technisch medisch assistent radiologie uitgereikt overeenkomstig de Groothertogdomse wet van 26 maart 1992 betreffende de uitoefening en de revalorisatie van sommige beroepen voor gezondheidszorg worden gelijkwaardig verklaard met het gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs.

Art. 4. De Luxemburgse einddiploma's secundair technisch onderwijs, afdeling algemene techniek en afdeling administratie en handel (sectie secretariaat of sectie beheer), worden gelijkwaardig verklaard met het gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs, technisch onderwijs.

Art. 5. De Luxemburgse diploma's van technicus waarop een van de volgende vermeldingen staat :

- afdeling landbouw, sectie :

* agronomie;

* tuinbouwkun;

* wijnbouw;

- afdeling kunst, sectie :

* binnenhuisarchitectuur;

- * grafische kunsten;
- * schilderkunst;
- * beeldhouwkunst;
- * ceramiek;
- afdeling biologie;
- afdeling scheikunde;
- afdeling informatica;
- afdeling electronica, sectie :
- * communicatie;
- * electromechanica en energie;
- afdeling burgerlijke genie, sectie :
- * architectuur;
- * burgerlijke bouwkunde;
- afdeling hotelwezen en toerisme;
- afdeling mechanica, sectie :
- onderhoud van mechanische systemen;
- * mechanische bewerking;
- afdeling mechanica van motorvoertuigen;
- afdeling administratie en handel,

worden gelijkwaardig verklaard met het gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs, technisch onderwijs die geen toegang verlenen tot het pedagogisch, paramedisch en sociaal hoger onderwijs van het korte type en die toegang verlenen tot het hoger onderwijs van het lange type alsook tot de volgende universitaire studierichtingen : economische wetenschappen, agronomische wetenschappen en toegepaste wetenschappen.

Art. 6. De in de artikelen 2, 3, 4 en 5 vermelde bekwaamheidsbewijzen moeten voorgelegd worden aan de instantie belast met de uitreiking van de gelijkwaardigheid van de diploma's bedoeld bij artikel 2, § 2 van het voormeld koninklijk besluit van 20 juli 1971 voor het nazicht van de conformiteit van het bekwaamheidsbewijs met het reglementair model.

Voor die procedure moet er bij de indiening van het dossier een recht van F 2 000 (€ 49,58) gestort worden.

De wijze waarop dit recht wordt geïnd is dezelfde als deze die bepaald is bij artikel 3 van het besluit van 17 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende toepassing van artikel 2, § 4 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende vaststelling van de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van de gelijkwaardigheid van de diploma's en buitenlandse schoolgetuigschriften.

Art. 7. Worden opgeheven :

- het koninklijk besluit van 9 mei 1966 houdende vaststelling van de gelijkwaardigheid tussen de buitenlandse getuigschriften van het secundair onderwijs en het bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs;
- het ministerieel besluit van 15 maart 1967 houdende vaststelling van de universitaire examens waartoe de houders van de Franse getuigschriften en diploma's van het secundair onderwijs toegang hebben;
- het ministerieel besluit van 15 maart 1967 houdende vaststelling van de universitaire examens waartoe de houders van de Italiaanse getuigschriften en diploma's van het secundair onderwijs toegang hebben;
- het ministerieel besluit van 15 maart 1967 houdende vaststelling van de universitaire examens waartoe de houders van de Spaanse getuigschriften en diploma's van het secundair onderwijs toegang hebben;
- het ministerieel besluit van 5 april 1967 houdende vaststelling van de universitaire examens waartoe de houders van de Marokkaanse getuigschriften en diploma's van het secundair onderwijs toegang hebben;
- het ministerieel besluit van 20 september 1967 houdende vaststelling van de universitaire examens waartoe de houders van de getuigschriften van secundair onderwijs van het Groothertogdom Luxemburg toegang hebben;
- het ministerieel besluit van 20 mei 1968 houdende vaststelling van de universitaire examens waartoe de houders van de Duitse getuigschriften en diploma's van het secundair onderwijs toegang hebben;
- het ministerieel besluit van 25 oktober 1973 houdende vaststelling van de gelijkwaardigheid van het « diplôme du baccalauréat international » met het Belgisch bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs;
- het ministerieel besluit van 12 november 1973 houdende vaststelling van de gelijkwaardigheid van de Nederlandse getuigschriften die de houders ervan toegang verleent tot de universitaire examens in Nederland, met het Belgische bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 17 mei 1999.

Art. 9. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,
De Minister-Voorzitter belast met het Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX